



Un communiqué concernant le foncier a été publié le 16 juin sur Ulysse. Si celui-ci est destiné à remercier l'engagement des agents, alors sa formulation est pour le moins maladroite.

Pour la CGT Finances Publiques, au regard de ce qui s'est passé ces derniers mois dans la sphère cadastrale et foncière, c'est un modèle d'éléments de langage technocratique ou plus simplement de langue de bois.

Dans ce communiqué, on apprend notamment que :

- la correction des bugs applicatifs ayant entraîné un retard de déploiement de plusieurs mois se dit le système « *est dorénavant pleinement opérationnel* »

- la résorption du stock de déclarations accumulé depuis 8 mois s'écrit « *le rythme de croisière est*

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

enclenché »

- les plaintes des contribuables par mail et par téléphone pour des évaluations erronées se notent
« Ces derniers ont d'ailleurs commencé à régulariser leur situation avec le dépôt des déclarations via GMBI »

- la souffrance des collègues face à l'afflux de mails, d'appels et menaces de sanctions s'ils n'abandonnent pas les missions qui leur incombent pour en réaliser d'autres n'étant pas censées être dans leur attribution s'appelle « *mobilisation* »

Ce ne sont quelques exemples.

Ce déploiement est un tel désastre qu'il n'y a pas de satisfecit affiché, on y reconnaît même des améliorations et des corrections de processus à faire.

La réalité des services est tout autre, nous l'avons décrite dans la lettre envoyée aux ministres par notre congrès, nous vous invitons à la lire si ce n'est pas encore fait ([ICI](#)). Elle est le reflet du vrai quotidien des agents.

Nous espérons que la réponse de Messieurs Attal et Lemaire tiendra compte de ce que vivent réellement les collègues face à ces réformes de la sphère foncière.

Est-il nécessaire de rappeler que l'employeur est responsable de la souffrance au travail de ses employés ? Celle-ci ne s'efface pas par quelques vagues remerciements à la fin d'un texte...

Souffrance qui est niée ou au mieux ignorée par la Direction Générale, qui poursuit ces réformes aveuglement.

Public: [Infos / actions](#)

[SIP](#)

[Cadastre](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
